

DEPARTEMENT DE LA GUADELOUPE
VILLE DE BASSE-TERRE

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS MUNICIPAUX DE LA VILLE DE BASSE-TERRE, AUTORISANT UNE PERMISSION DE VOIRIE A MADAME CELIA CASSIN, AFIN DE PERMETTRE LES TRAVAUX DE DEMOLITION DU MUR DE CLOTURE DE LA MAISON D'HABITATION - SECTION AP, PARCELLE N° 56, SITUEE AU 740 RUE CHEVALIER SAINT GEORGES A BASSE-TERRE, LE MERCREDI 13 MARS 2024, DE 07 HEURES 00 A 15 HEURES 00.

Le Maire de la Ville de BASSE-TERRE, Monsieur André ATALLAH ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L 2211-1, L 2213-1 et suivants ;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L1111-1 à L 1111-6 ;

VU le Code de l'Urbanisme notamment dans ses articles L421-1 et suivants ;

VU le Code de la voirie routière et notamment les articles L115-1, L141-10, L141-11 et L141-12 ;

VU le code pénal ;

VU le Code de la route et les instructions interministérielles sur la signalisation routière (livre 1 – 8ème partie signalisation temporaire approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié)

VU l'état des lieux

CONSIDERANT la demande formulée par mail en date du 21 février 2024, par laquelle Madame Célia CASSIN, sise au 740 rue Chevalier Saint-Georges à Basse-Terre, **sollicite un arrêté municipal de permission de voirie**, en vue de réaliser des travaux de démolition du mur de clôture de la maison d'habitation, section AP – Parcelle n° 56, située au 740 rue Chevalier Saint-Georges à Basse-Terre, le **mercredi 13 mars 2024, de 07 heures 00 à 15 heures 00.**

ARRÊTÉ

ARTICLE 1^{ER} : Autorise **une permission de voirie à Madame Célia CASSIN**, afin de permettre la réalisation des travaux de démolition du mur de clôture de sa maison d'habitation, section AP – Parcelles n° 56, située au 740 rue Chevalier Saint-Georges à Basse-Terre, le **mercredi 13 mars 2024 de 07 heures 00 à 15 heures 00.**

ARTICLE 2 : **Madame Célia CASSIN** sera chargée de mettre en place la main d'œuvre nécessaire pour assurer la fluidité du trafic et installer un dispositif de signalisation (panneaux, barrières, bandes) pour matérialiser ces dispositifs.

ARTICLE 3 : La réalisation des travaux autorisés dans le cadre du présent arrêté ne pourra excéder une durée de UN JOUR (01) jour calendaire.

L'ouverture du chantier est fixée au **Mercredi 13 Mars 2024** à partir de 07 heures 00.

ARTICLE 4 : Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens.

ARTICLE 5 : La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire :
Elle peut être retirée tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, droit à indemnité.

Le gestionnaire de voirie se réserve le droit de demander le déplacement des ouvrages autorisés aux frais de l'occupant, dès lors que des travaux de voirie s'avéreront nécessaires.

ARTICLE 6 : Conformément à l'article L2131-9 du code général des collectivités territoriales, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Guadeloupe, dans un délai de DEUX (2) mois, à compter de son affichage et/ou sa publication.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur des Infrastructures et du développement durable du Territoire de la Ville de Basse-Terre ; Monsieur le Chef de Service de la Police Municipale de BASSE-TERRE ; Monsieur le Commandant de Police Nationale de BASSE-TERRE et toutes personnes placées sous leur autorité, sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 08 : Ampliation à Madame la Cheffe du Centre Principal de Secours de SAINT-CLAUDE.

Basse-Terre, le 12 MARS 2024

Certifie exécutoire compte tenu
de sa notification, le 12 MARS 2024
de sa publication et/ou son affichage, le 12 MARS 2024
Fait à Basse-Terre, le 12 MARS 2024

P/Le Maire André ATALLAH
Conseiller Municipal Délégué
à la Sécurité Publique,

Jean-François ISSA

P/Le Maire André ATALLAH
Conseiller Municipal Délégué
à la Sécurité Publique,

Jean-François ISSA